

Parti Communiste Français  
Du Territoire de Belfort  
Tél : 03.84.21.34.66  
Fax : 03.84.28.81.40  
Mail : [pcf\*\*t\*\*belfort@wanadoo.fr](mailto:pcf<b>t</b>belfort@wanadoo.fr)  
<http://fedepcf90.free.fr>

# La Vie du Parti

SEPTEMBRE 2011

## AGENDA

### ► ASSEMBLEE DE RENTREE

Mercredi 5 OCTOBRE A 18H.  
Maison du Peuple, salle 5.

► **Jeudi 6 octobre 2011, 10h00.**  
La fédération appelle les retraités communistes au rassemblement aux fontaines du passage de France de Belfort.

► **Vendredi 7 octobre 2011, 18h00.**

Rencontre du Front de Gauche à la fédération du PCF (assemblée citoyenne).

► **Mardi 11 octobre 2011, 10h00.**

La fédération appelle les communistes à venir nombreux au rassemblement à la Maison du Peuple (grève du public et du privé)



EDITO, par Jean PARENTY.

## DE L'AIR !

Salariés appauvris pour enrichir la finance, augmentation en flèche du nombre de pauvres et du chômage, alors que les entreprises cotées en bourse annoncent des profits qui pourraient aller jusqu'à 94 milliards d'euros cette année. Austérité pour l'immense majorité quand une infime minorité bénéficie de cadeaux fiscaux pouvant être évalués à 150 milliards d'euros ces dix dernières années. Annonce de la « morale » à l'école alors qu'elle est saccagée dans la société !

66 000 postes supprimés ces dernières années, les services publics pilonnés, fermés ou privatisés, offerts en pâture aux groupes privés. C'est la République sociale- déjà imparfaite- que le sarkozysme assassine. C'est l'égalité et la justice qu'ils veulent voir disparaître des aspirations populaires.

ROMS expulsés manu-militari dans le petit matin blême, ici, même à Belfort. Voilà des méthodes qui dépassent l'autoritarisme et rappellent des images sombres, indignes de la France des libertés.

Journalistes surveillés, non plus sur écoute téléphonique mais dans le cadre de « repérages » téléphoniques selon la logorrhée du ministre de l'intérieur qui aura du mal à cacher les cabinets noirs des bas-fonds du système.

Tout cela pour tenter de cacher ce qui se voit désormais à l'œil nu. Les milliardaires financent directement leur mandataire au pouvoir. Parce qu'il « le vaut bien » et ... cher en échange du bouclier fiscal, de la suppression de l'impôt sur la fortune.

Tout cela ne provoque que dégoût et rejet de la politique pouvant ouvrir la voie au pire. Prenons garde, l'apparence du silence au tréfonds du peuple, la profondeur du rejet des ballets politiques et ces jeux médiatiques peuvent attiser les extrémismes et la violence.

Quand la France qui travaille, qui souffre, qui s'interroge, pourra-t-elle ouvrir les journaux du 20 heures à la télévision ?

Quand aura-t-on de vrais débats sur les moyens de répartir autrement les richesses, avec l'augmentation des rémunérations du travail et la diminution de celle du capital ?

Quand tirera-t-on la leçon de l'échec de l'Europe actuelle, des traités de Maastricht et de Lisbonne et appellera-t-on les citoyens à rediscuter et à rebâtir des traités sociaux de solidarité, de développement durable respectueux de l'environnement, d'actions pour le désarmement ?

Il s'agit de sortir le pays des griffes de Sarkozy et de faire gagner une gauche unie sur la volonté de ne pas faire de cadeaux aux puissances d'argent, d'aider les familles populaires à vivre mieux dans la justice, la liberté, la paix. Le Front de Gauche, s'il s'enracine dans la population, la jeunesse, doit servir à cela et contribuer à ce que nos concitoyens modifient en leur faveur le rapport de forces. C'est urgent ! De l'air... !

M. Roland Muzeau attire l'attention de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique, sur le projet de plan de restructuration d'Alstom Power Systems portant sur la suppression de postes dans le secteur de l'énergie. Le 4 octobre 2010, le groupe Alstom annonçait 4 000 suppressions de postes dont 100 sur Belfort avec la fermeture annoncée de deux secteurs de production, l'atelier des Ailettes et le secteur Isotenax. Le 22 juillet 2011, lors d'un comité central d'entreprise, les élus découvraient par l'intermédiaire de l'expert, un projet de 251 nouvelles suppressions de postes d'ici mars 2014. Le site de Belfort, et principalement son activité de production serait à nouveau impacté par 77 suppressions de postes. L'usine Belfortaise, qui intervient dans le domaine de l'énergie, est le dernier secteur de production de groupes turboalternateurs en France. De ce site, vient de sortir la plus grosse turbine au monde de 1 700 MW pour la centrale de Flamanville. Sans compter le plan de sauvetage de 600 millions d'euros mis en place en 2003 et pris en charge à hauteur de 50 % par l'État, il lui rappelle que, dans le cadre de la fusion entre Alstom Power Systems et Alstom Power Turbomachines en mars 2010, un agrément fiscal a été accordé par l'État français au groupe. En contrepartie de cette nouvelle aide financière sous forme de réduction exceptionnelle d'impôts de 66 millions d'euros, engagement avait été pris par le groupe Alstom de maintenir l'activité et les emplois pendant trois ans au sein de la société absorbée. Contrairement aux promesses faites, le plan de restructuration contesté par les instances représentatives du personnel comporte un risque indiscutable de perte de savoir-faire fragilisant la filière énergétique du groupe. Belfort, dernière usine de fabrication du groupe dans le domaine de l'énergie, voit ses produits phares menacés qu'il s'agisse des ailettes ou du composant d'alternateur appelé Isotenax. Il lui demande donc de clarifier la stratégie du Gouvernement en matière de politique industrielle et de lui préciser les mesures qu'il entend prendre pour éviter ces suppressions de postes et permettre d'asseoir cette activité déterminante pour la renommée de la France.

## **A PROPOS DE LA DETTE PUBLIQUE.**

En France, la dette publique augmente depuis 30 ans. Mais c'est à partir de la fin des années 70 et plus encore aujourd'hui, avec le recours de plus en plus systématique aux marchés financiers, que la dette s'envole. La crise actuelle est le résultat de choix politiques mis en œuvre pour accroître sans cesse la part des richesses accaparée par une minorité. D'autres choix sont possibles et nécessaires pour briser la spéculation, se libérer des marchés, sortir de l'impasse de l'austérité. **Arrêtons de diaboliser la dette publique**, car elle n'est pas mauvaise en soi. Il y a de bonnes et de mauvaises dettes. Tout dépend de l'utilisation que l'on fait de l'argent emprunté. Si on utilise l'emprunt pour accroître les richesses réelles pour la santé, l'éducation, le logement social, la sécurisation de l'emploi, de la formation et des salaires, l'environnement, cela fait

de la croissance durable et saine. Celle-ci va alors entraîner un accroissement de la recette publique (impôt et cotisations sociales), ce qui permettra de rembourser l'argent emprunté. On peut augmenter et rendre plus efficaces les prélèvements obligatoires. Quatre exemples,

### **1) L'impôt sur les sociétés.**

Il faut favoriser les entreprises favorables à la croissance de l'emploi et des richesses réelles et pénaliser la croissance financière, les délocalisations et ainsi faire reculer les inégalités.

### **2) Impôt territorial sur les entreprises.**

Il faut établir un impôt local sur le capital des entreprises pour en dissuader les gâchis. Il s'agirait d'une taxe professionnelle moderne qui serait assise non seulement sur les équipements des entreprises, mais aussi sur les actifs financiers des sociétés et des banques. Cela permettrait aux collectivités territoriales de disposer de 20 milliards d'euros tout de suite, de voir l'emploi progresser et de moins s'endetter tant auprès des banques que des marchés financiers.

### **3) Impôt sur les grandes fortunes.**

Il faut accroître son rendement en augmentant son barème, mais aussi en élargissant sa base.

### **4) Cotisations sociales patronales.**

Il faudra faire cotiser les revenus financiers des entreprises et des banques au même taux que les salariés.

Aujourd'hui, cette logique consiste donc à emprunter encore et toujours plus sur les marchés financiers. Cela ne peut qu'accentuer les cercles vicieux de la dette contre l'emploi, les salaires, la formation, les services publics et la croissance réelle dans le pays et en Europe.

Oui, l'enjeu demain, est bien de rompre de façon cohérente et pas seulement en paroles de cette logique financière accumulant de nouvelles dettes, en empruntant toujours plus sur les marchés financiers.

## INTERVENTION DE JOSE TOVAR, MEMBRE DU RESEAU ECOLE DU PCF, AU DEBAT ORGANISE PAR GAUCHE ET AVENIR A BELFORT.

### De quelle nature est la crise de l'école ?

- 1) Ce système a fonctionné jusqu'au milieu du XXème.
- 2) Les élites ont été formées.

Alors crise de croissance de l'école ? Manque de moyen, problème d'effectifs ?

NON !

La crise du système éducatif est la crise d'un système. Bien que rénové dans les années 60 avec le collège unique, car il fallait de plus en plus de travailleurs formés tout en maintenant la ségrégation sociale.

Avec l'arrivée massive à l'école d'enfants issus des milieux populaires dans une école qui n'était pas conçue pour eux au départ est apparu « l'échec scolaire ».

Les parcours étant balisés par la compétition et la sélection.

Pourquoi trouve-t-on le même type d'enfant dans certaines filières ?

### AUJOURD'HUI.

C'est la conception même du système scolaire qui est en cause, celui basé sur la répartition des élèves en fonction des résultats et de leur évaluation parfois réalisée dès la maternelle.

- 1) A cela s'ajoute la crise de l'emploi et de la société en général. Les parents qui ont intégré le discours dominant (former des travailleurs), on va à l'école pour avoir un métier.
- 2) Les jeunes ont changé le : « écoute, apprends et tais-toi » ne fonctionne plus avec eux.

### CHANGER LA DONNE.

Tous les élèves sont-ils capables de faire des études ?

La réponse est oui !

Cela est prouvé par toutes les études. S'ils n'ont pas tous le même bagage socioculturel, ils ont tous les capacités et les outils intellectuels pour faire des études.

Ce n'est pas l'idéologie véhiculée actuellement par la droite et d'autres encore qui renvoient à la responsabilité individuelle.

### L'URGENCE.

Se concentrer sur la maternelle et l'école élémentaire pour développer les potentialités des enfants.

Pour aller plus loin, consultez la lettre du réseau école sur le site PCF, [www.pcf.fr](http://www.pcf.fr).



### **L'INVITÉE DE LA SEMAINE**

**CATHERINE VILLALBA,**  
MILITANTE À TOULOUSE, PROFESSEUR DE SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES.

## **Militer... pour ne pas se laisser submerger par le fatalisme et la résignation**

**P**ourquoi se lever le samedi matin pour tenir le poste de diffusion de *l'Huma Dimanche* au marché ?

Il y a des jours où on serait mieux sous la couette, ou alors partir en balade, s'oxygéner à la montagne, plutôt que de s'exposer à l'indifférence, à l'hostilité parfois, plutôt que de s'entendre demander si nous existons toujours. D'autant que franchement, depuis vingt-cinq ans, la situation n'a fait qu'empirer. Quelques moments d'espoir, assez vite déçus. Du tournant de la rigueur aux traités européens, de renoncements gouvernementaux en élections perdues, l'espoir de changement s'amenuise, le libéralisme et le conservatisme gagnent du terrain, les acquis sociaux sont détricotés.

Même les grandes mobilisations sociales – pour les retraites – et politiques – Constitution européenne de 2005 – n'ont pas suffi à renverser la vapeur de ce train fou qui déraile. Il y aurait de quoi déprimer. Eh bien justement ! Militer, c'est refuser

**« Le libéralisme et le conservatisme gagnent du terrain, les acquis sociaux sont détricotés. »**

de se laisser abattre. Retrouver le sens du collectif, le plaisir d'être et de faire ensemble. C'est affirmer que nous ne sommes pas morts, pas résignés, nous le peuple, les jeunes, les vieux, de tous horizons. C'est entretenir l'étincelle,

nourrir, faire passer le message : un autre monde est possible. C'est y croire et agir pour le construire, proposer d'autres choix, ne pas se laisser enfermer dans la logique individuelle. Ce n'est pas simple tous les jours : il y a des déceptions, des moments de doute, lorsque les questions de stratégie électorale prennent le pas sur l'action. Il y a des soirées électorales déprimantes. Mais il y a aussi la joie des moments partagés, des échanges entre nous et avec d'autres, de la reconnaissance. Et même parfois des remerciements, sur le marché justement. Merci de quoi ? Simple d'être là, de continuer à l'ouvrir, de ne pas baisser les bras, d'être ce que nous sommes. Quelques gouttes d'espoir dans mon verre de Vichy.

la contribution que Jacqueline Girardot nous a fait parvenir

suite à l'édito de juillet 2011 qui évoquait le rôle des syndicats dans la lutte pour l'émancipation des salariés.

Cher(s) camarades,

J'ai été stupéfaite pour ne pas dire choquée de lire dans la « Vie du Parti » de juillet 2011, dans l'éditorial de Jean PARENTY que « la CGT a oublié son but qui était lors de l'adoption de la charte d'Amiens en 1906, l'émancipation de la classe ouvrière. »

C'est très mal connaître notre organisation, et faire un procès en « sorcellerie » qui ne va pas contribuer à faire évoluer les consciences. Je me permets de rappeler que dans les statuts de la CGT, réaffirmés lors du 45<sup>ème</sup> congrès confédéral de décembre 1995, la référence à la Charte d'Amiens n'a pas été abandonnée et le préambule des statuts affirme que :

« ...Elle agit pour une société démocratique, libérée de l'exploitation capitaliste et des autres formes d'exploitation et de domination, contre les discriminations de toutes sortes, le racisme, la xénophobie et toutes les exclusions...

...Les salariés ont besoin de se rassembler comme tels pour se défendre, conquérir leur émancipation individuelle et collective et participer à la transformation de la société et du monde... ».

De plus, le document d'orientation voté lors du 49<sup>ème</sup> congrès confédéral en décembre 2009 précise que :

« ...La crise actuelle met en exergue le besoin d'une nouvelle politique de développement, économe en ressources naturelles, économe du travail de l'être humain et organisant une solidarité intergénérationnelle. Ce qui suppose de profondes transformations économiques, sociales, environnementales et culturelles qui contestent la logique capitaliste comme l'a soutenu la CGT depuis de nombreuses années... »

Je pense qu'en tant que communistes nous devons nous interroger sur notre capacité à construire les contours d'une société future égalitaire, avec des propositions sur la propriété des moyens de production, sur la finance...

Je ne rends pas responsables les camarades élus du Parti Communiste qui gèrent des collectivités locales et essaient au quotidien d'améliorer le sort de leurs concitoyens de la continuation du capitalisme.

Je souhaiterais que ce courrier en réponse soit diffusé dans une prochaine « Vie du Parti ».

## Communiqué de presse sur OPTYMO adressé à la presse le 28 septembre 2011

Vous avez dit « dialogue social » à OPTYMO.

Christian PROUST semble être arrivé à ses fins, ne pas négocier, ne pas céder, les salariés d'Optymo présentés comme des nantis après sept mois de négociations, ne rien céder malgré la volonté de négocier des syndicats marquée par le report de la grève à la rentrée scolaire, tout cela conduit à l'exaspération, au conflit.

Est-ce là le futur marqueur d'une politique que Christian Proust représente ?

Nous disons à Christian Proust : Négociez que chacun y trouve son compte, les salariés en particulier.

Exercez votre vindicte à l'encontre de la politique du gouvernement, qui vous prive des moyens nécessaires pour construire un grand service public des transports.

Appuyez-vous sur les salariés et leurs syndicats pour faire monter ces exigences CECI serait une vraie politique de gestion de gauche !

Jean PARENTY.

# URGENT

Je fais un don de ..... €  
au profit exclusif de **Viv'humanité**

Je l'élève mon chèque à l'ordre de :  
Presse et Pluralisme / Opération l'Humanité

### JE PRÉCISE MES COORDONNÉES

(afin que Presse et Pluralisme puisse émettre le reçu fiscal qui me permettra de bénéficier de la réduction sur mon impôt sur le revenu 2011, acquitté en 2012).

Nom ..... Prénom.....  
Adresse .....  
Ville ..... Code postal.....  
Adresse e-mail ..... Téléphone.....

## Souscription pour l'Humanité

Votre don vous donne droit à une réduction d'impôt de 66 %, dans la limite de 20 % du revenu imposable.

Lorsque vous faites un don de	Vous déduisez de votre impôt	Il vous en coûtera seulement
25 €	16,50 €	8,50 €
100 €	66 €	34 €
500 €	330 €	170 €

Ce coupon est à conserver et à remettre accompagné de votre chèque exclusivement à l'Humanité.  
Secrétaire du directeur - 104, rue Antoine-Denis 93538 Saint-Denis Cedex  
(chèque l'élève à l'ordre de Presse et Pluralisme)  
se directement  
à Presse et Pluralisme, TSY 306-19, 93164 Paris-Seine Cedex

